



Réunion du Conseil exécutif national
Vendredi 25 mai 2018
Bureau national (salle de conférence 1967), 4^e étage
100, rue Queen, Ottawa (Ontario)

PROCÈS-VERBAL

Présents : G. Phillips (*président*), O. Alarie, A. Coles, H. Collins, H. Delnick, N. Giannakoulis, G. Kopytko, F. Lord, K. Mansfield, A. Nemec, A. Picotte, M. Stiermann (*séance de l'après-midi*), A. Trau

Personnel : D. Therien, J. Courty, C. Danik et C. Vézina

Par téléconférence : N. Bois

Absences excusées : M. Dyck, E. Venditti

1. Ouverture de la séance

Le président déclare la séance du CEN officiellement ouverte à 10 h et constate l'atteinte du quorum.

1.1 Examen de l'ordre du jour

L'ordre du jour est brièvement passé en revue. Il est demandé et convenu d'ajouter le remboursement des dépenses comme nouveau point à discuter à huis clos immédiatement après l'approbation du procès-verbal. Compte tenu du nombre de plaintes à examiner, il faudra peut-être plus de temps pour présenter le rapport du Sous-comité des enquêtes composé de trois personnes, ce qui signifie que la réunion pourrait être prolongée au-delà de 16 h 30. Les membres du CEN sont également informés de la démission de Bernard Marquis du CEN.

Résolution d'adoption de l'ordre du jour modifié du CEN

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : N. Giannakoulis

Abstentions (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

1.2 Examen des procès-verbaux des dernières séances publiques du CEN

Des modifications mineures ont été proposées et seront appliquées en conséquence. L'un des membres demande que le procès-verbal public ne reflète pas les discussions, mais qu'il porte plutôt sur les résultats et les résolutions, et présente la motion suivante :

Résolution portant que les procès-verbaux publics n'incluent pas de section sur les discussions du CEN

Proposée par : A. Trau

Pas de comotionnaire

Motion rejetée

La plupart des membres du CEN sont favorables à l'inclusion de détails pour renforcer la transparence et permettre aux membres d'être bien informés.

Résolution d'adoption du procès-verbal modifié de la séance publique de la réunion du CEN du 27 avril 2018

Proposée par : K. Mansfield

Appuyée par : O. Alarie

Abstentions (2)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

1.3 Examen du procès-verbal de la dernière séance à huis clos du CEN

Un changement de terminologie dans le procès-verbal de la séance à huis clos est proposé, et le texte sera modifié en conséquence.

Résolution d'adoption du procès-verbal modifié de la séance à huis clos de la réunion du CEN du 27 avril 2018

Proposée par : A. Nemec

Appuyée par : H. Delnick

Abstentions (2)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

(On examine le point 1.4 de l'ordre du jour à huis clos.)

2. Mesures de suivi découlant de la dernière réunion du CEN

- I. Le point sur le Comité de la santé et du mieux-être :** *En cours : C. Vézina a rédigé une lettre qui sera bientôt envoyée aux membres, et une invitation subséquente à la première réunion sera envoyée.*
- II. Acheminement de l'avis d'agent des communications aux membres :** *Le président a décidé de ne pas donner suite à cette recommandation, car ce n'est pas la pratique actuelle. La question peut être débattue par le Sous-comité des RH pour déterminer si elle devrait être remise à l'ordre du jour du CEN.*
- III. Affichage du procès-verbal de la réunion du CEN sur le site Web :** *En cours*
- IV. Formation sur la jurisprudence en matière de relations de travail :** *Terminée : Compte tenu de ses avantages, plusieurs membres du CEN ont suggéré d'accroître la fréquence de ces séances. C. Vézina confirme qu'on envisagera de tenir des séances semestrielles et de prévoir une séance cet automne.*

V. Mandat du Comité des RH : *En cours : Le Comité des RH n'a pas réussi à remplir le mandat. Il sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion, qui devrait être convoquée au cours des prochaines semaines. La lenteur des progrès est attribuable à la démission d'un des membres du Comité.*

VI. Formation des nouveaux membres du CCR : *Terminée*

PAUSE SANTÉ

3. Enjeux à huis clos
(Le point n° 3 à l'ordre du jour est examiné à huis clos.)

PAUSE DU DÎNER

(M. Stiermann se joint à la réunion à 13 h 1.)

4. Points de discussion

a) Mise à jour sur Phénix : Le président a rencontré la négociatrice en chef du Conseil du Trésor (*Rémunération et relations de travail*) Sandra Hassan pour discuter de l'idée de demander à chaque section locale de désigner un expert ou un représentant de Phénix admissible au congé payé, chargé d'aider sa section locale à régler plus rapidement les problèmes liés à Phénix. Une fois cette proposition négociée et finalisée, elle sera communiquée à toutes les sections locales.

Au cours du Congrès triennal national de l'AFPC, le président a rencontré brièvement le président national du Syndicat des services gouvernementaux de l'AFPC, Randy Howard, qui a manifesté la volonté d'assister à une réunion du CEN ou à une assemblée générale des membres pour décrire la situation du personnel du Centre des services de paye et la façon dont les choses sont traitées. Les membres du CEN sont très favorables et proposent de lancer une invitation à la réunion de juin du CEN, si le temps le permet.

**À ce moment-ci, le nouveau directeur des politiques de l'ACEP, Claude Danik, est officiellement présenté et accueilli au CEN.*

b) Le point sur la négociation collective : C. Danik fait rapport de la réunion avec l'équipe de négociation collective qui a eu lieu hier. L'équipe accuse un léger retard dans la préparation du processus de négociation en partie à cause de la durée du cycle précédent. Une question liée au processus de règlement des impasses est en cours d'élaboration pour examen par les membres (*si aucune entente n'est conclue avec le CT à la table de négociation, est-ce que cela mène à l'arbitrage ou à la conciliation-grève?*) Bien qu'elle soit habituellement incluse dans le questionnaire, la

question sera présentée séparément cette fois-ci puisque l'ACEP doit informer l'employeur avant le 21 juin, 2018. L'équipe de négociation collective a fourni beaucoup de commentaires sur des questions qui exigent l'attention des membres et qui aideront à la préparation de la proposition pour la table de négociation.

Une réunion de suivi pour le comité se tiendra le 13 juin pour mettre la dernière main au questionnaire afin qu'il puisse être soumis aux membres le mercredi ou jeudi suivant pour commentaires, après quoi trois semaines seront prévues pour le remplir. En ce qui concerne l'échéancier, une première réunion à la table avec le Conseil du Trésor devrait avoir lieu à la mi-octobre.

Négociation collective des TR : le sondage pour les TR a été envoyé il y a quelques jours. Un avis d'intention de négocier a été émis.

On a récemment annoncé que l'ACEP représentera les directeurs parlementaires du budget et, par conséquent, il faudra négocier leur convention collective. Le président est également en processus préliminaire de nomination de leur négociateur en chef.

- c) **Protocole d'entente relatif aux CNP syndiqués** : L'ayant rencontré récemment, N. Giannakoulis continue de négocier avec le Conseil du Trésor au sujet du PE.
- d) **Création d'un nouveau comité : Groupe de travail sur l'analyse** : On demande au CEN d'envisager la création d'un groupe de travail sur l'analyse composé de bénévoles experts qui seraient chargés d'effectuer des analyses au nom de l'Association lorsque surviennent des problèmes ponctuels particuliers (*comme le SAFF*) afin de permettre une réponse rapide. Ce groupe de travail servirait de groupe analytique pour aider le groupe de communication de l'association en fournissant une perspective analytique sur l'impact des politiques gouvernementales, les changements budgétaires, etc. Tous les membres du CEN étaient d'accord pour former ce comité. Un appel général à l'adhésion sera émis. A. Trau s'est porté volontaire pour siéger au groupe de travail.

Il est résolu que le CEN approuve la création d'un groupe de travail sur l'analyse

Proposée par : A. Trau

Appuyée par : A. Nemec

Abstentions (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

- e) **Activités de mobilisation à venir – Semaine nationale de la fonction publique** : En réponse au courriel de M. Dyck concernant la coordination des activités avec d'autres syndicats, le président confirme qu'on ne lui a pas demandé de participer à des activités. Cette question devrait être soulevée à la réunion du CNM dans 10 jours comme point de discussion à l'ordre du jour. Le président fera rapport à la prochaine réunion du CEN si quelque chose de connexe se produit.

- f) Guide d'information de l'ACEP à l'intention des étudiants :** Guide d'information de l'ACEP à l'intention des étudiants : Lors de l'élection du président, l'an dernier, et jusqu'à la réunion de la section locale d'EDSC, on a demandé instamment à l'Association d'offrir son aide aux employés non syndiqués, à savoir les étudiants et les participants au programme d'alternance travail-études, car un grand nombre de ceux qui travaillent avec des membres de l'ACEP ne sont généralement pas représentés, et sollicitent souvent les conseils de délégués syndicaux à propos des relations de travail. C'est pourquoi l'ACEP a élaboré un guide d'information destiné aux délégués des sections locales, qu'ils pourront utiliser quand des étudiants s'adresseront à eux. Une copie de ce guide a été soumise à l'examen des membres du CEN. Le guide explique pourquoi les syndicats de la fonction publique ne peuvent pas représenter les étudiants; précise les droits qu'ont les étudiants qui travaillent pour le gouvernement fédéral; fournit des liens vers diverses sources d'information qui pourraient être utiles aux étudiants. Nous en sommes à la première ébauche du guide, qui sera diffusé une fois que la version finale sera prête.

Mesures de suivi : Les membres du CEN sont priés de transmettre leurs commentaires au cours des deux prochaines semaines afin qu'ils puissent être traduits et examinés à la réunion du mois prochain. J. Courty enverra une copie de la version française au CEN pour approbation une fois que les commentaires auront été reçus.

- g) Politique sur la protection des renseignements personnels :** À la suite de la réunion d'avril du CEN, trois secteurs de la politique sur la protection des renseignements personnels ont été désignés pour révision, et des modifications ont été appliquées en conséquence. Une fois cette politique adoptée, C. Vézina créera une adresse électronique réservée à l'agent de protection de la vie privée. Un des membres a recommandé de consulter le SEA avant d'approuver officiellement la politique afin d'obtenir son appui et son importante contribution.

Mesure de suivi : On demande aux membres du CEN de faire part de leurs commentaires à J. Courty au cours des deux prochaines semaines ou, en l'absence de commentaires, de fournir un simple accusé de réception afin qu'il puisse être présenté à la prochaine réunion du CEN pour approbation finale.

- h) GLBTQ2+ :** GLBTQ2+ est le terme définitif qui reflète le mieux ce groupe. L'AFPC a récemment adopté ce terme. À la question de savoir ce qui a été accompli dans le passé à l'appui de la cause, le président répond que l'ACEP a participé au défilé de la fierté de la capitale des années précédentes. Comme le CEN a temporairement cessé ou suspendu la politique de don, il devient difficile pour l'Association de participer ou de faire un don à la cause. *Des exemplaires imprimés de la politique sur les dons de 2016 sont distribués aux membres du CEN pour examen.*

Il est résolu que l'ACEP donne un montant d'argent affecté au défilé de la fierté.

Proposée par : H. Delnick

Appuyée par : O. Alarie

Points de discussion

- On mentionne qu'il faut mettre l'accent sur les membres et, par conséquent, éviter d'appuyer les causes liées au mandat social.
- On mentionne que les objectifs stratégiques de l'ACEP n'ont jamais été officiellement définis ou approuvés.
- Il est fortement recommandé que la première étape soit d'établir une politique bien définie plutôt que de voter arbitrairement pour diverses causes.
- Un des membres suggère d'envisager l'adoption d'une politique-cadre sur la diversité puisqu'il n'y a pas d'implications politiques en jeu.

PAUSE SANTÉ

(N. Giannakoulis quitte la réunion pendant la pause et se joint immédiatement de nouveau par conférence téléphonique vers 15 h 15.)

(N. Bois quitte la conférence téléphonique pendant la pause.)

Discussion (reprise)

- On recommande d'examiner la politique en consultation avec les membres à l'AGA du 13 novembre.
- Le président fait remarquer que le budget de l'exercice en cours a été ajusté en fonction de la réduction considérable des dons et que le don de 1 000 \$ à cette cause épuiserait la contribution de cette année. Il recommande donc d'envisager la possibilité de transférer de l'argent du fonds de prévoyance.

À ce stade-ci, H. Delnick demande de retirer/reporter sa motion jusqu'à la prochaine réunion. Le comotionnaire est d'accord, mais il n'y a pas de consensus; la motion est adoptée.

- Certains membres sont d'avis qu'il faut mettre l'accent sur le volet stratégique et, dans le cadre du mandat du CEN, travailler à l'élaboration d'objectifs stratégiques afin qu'ils puissent être présentés aux membres pour validation et approbation.
- On rappelle au CEN la capacité de modifier les politiques et, même en l'absence d'une politique actuelle, il est toujours possible de faire des dons, et, si tel est le résultat souhaité, il y a de la place dans le budget.

Un amendement favorable à la motion visant à indiquer que les dons seront versés conformément aux procédures de l'ACEP a été proposé et accepté par le motionnaire et le comotionnaire. La motion se lit maintenant comme suit :

Il est résolu que l'ACEP verse un montant d'argent affecté au défilé de la fierté conformément aux procédures de l'ACEP sur les dons.

Vote enregistré

Pour : (11) O. Alarie, N. Bois, A. Coles, H. Collins, H. Delnick, N. Giannakoulis, G. Kopytko, F. Lord, K. Mansfield, A. Picotte, M. Stiermann

Contre : (1) A. Trau

Abstention : (2) A. Nemec, G. Phillips

Motion adoptée

Mesure de suivi : C. Danik est prié de présenter une politique révisée pour la prochaine réunion du CEN.

5. Mises à jour du conseil

(Les points 5.1 et 5.2 à l'ordre du jour sont examinés à huis clos.)

5.3 Sous-comité des RH

On confirme que même si le comité des ressources humaines dispose actuellement du nombre minimal de bénévoles requis, il y a un désir d'avoir une personne supplémentaire. À la suite d'une brève discussion, le CEN décide que, si un membre aborde le président pour se joindre à un comité en particulier, sa demande est renvoyée au président de ce comité, qui déterminera si un autre bénévole est nécessaire et demandera ensuite l'approbation du CEN.

5.4 Comité des Statuts et des Règlements

Le Comité se réunira au cours des deux prochaines semaines pour finaliser la proposition de règlement.

Motion visant à examiner le point 5.5 de l'ordre du jour à huis clos

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : A. Coles

Abstentions (1)

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

6. Rapports

6.1 Rapport du président

6.2 Rapport du VP

6.3 Rapport sur les services professionnels

6.4 Rapport financier

6.5 Directeur des politiques

Le président signale que tous les rapports des comités seront présentés par écrit dans les deux langues officielles pour examen par les membres du CEN.

7. Levée de la séance

Motion d'ajournement de la réunion du CEN

Proposée par : K. Mansfield

Appuyée par : H. Collins

Vote à main levée : adoptée à l'unanimité

La séance du CEN est levée à 17 h 37 HAE.

* * * * *

Le présent procès-verbal rend fidèlement compte de la réunion du Conseil exécutif national qui s'est tenue le 25 mai 2018.

APPROUVÉ par :

Président

Date